

Demande d'examen au cas par cas préalable à
la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale (art. R.122-3)

Notice de présentation

Sécurisation RD 2
Communes de Pirou, Muneville-le-Bingard, Pirou et La Feuillie

❖Préambule

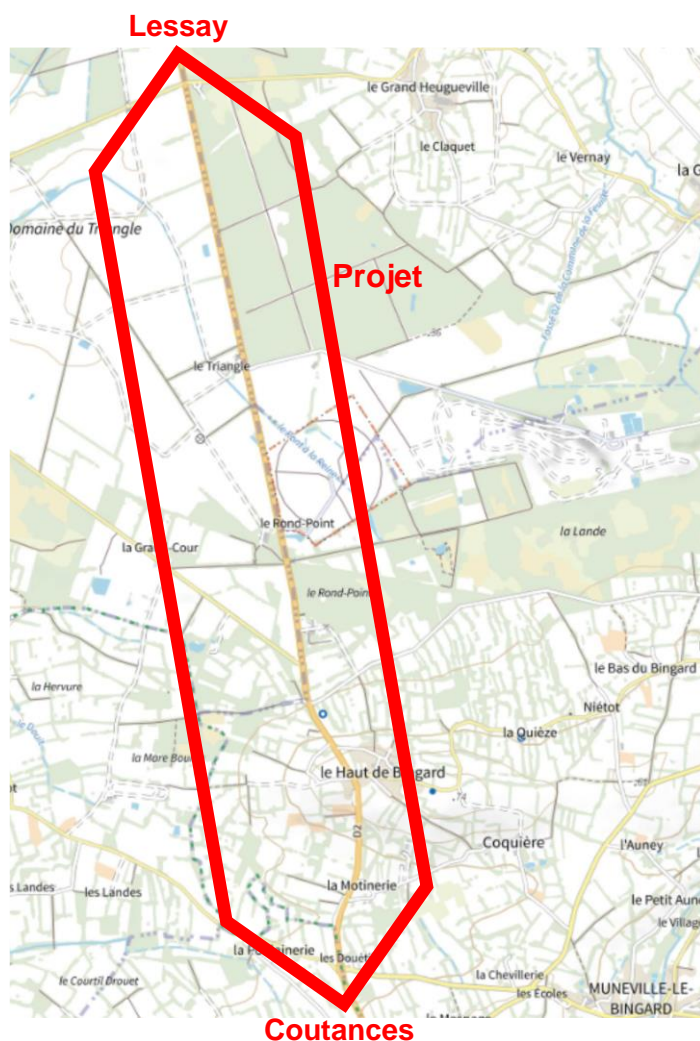
La présente notice a pour objet de présenter les enjeux environnementaux du projet de sécurisation de la RD2 entre Montsurvent et La Feuillie.

La première partie de cette notice rassemble les informations générales, basé sur un état des lieux et un rappel succinct des contextes socio-économique et foncier du secteur. La deuxième partie aborde les enjeux environnementaux. Enfin, une analyse de la démarche ERC menée sur ce projet est établie dans la dernière partie de ce document.

❖Considérations générales

⇒Plan de situation

Le projet est situé sur la communes de Gouville-sur-Mer, Muneville-le-Bingard, Pirou et La Feuillie.



⇒ Etat des lieux

La RD2 actuelle est constituée de 2 voies de circulation de 3,50 m soit une largeur de 7 m, avec des accotements de largeur variable compris principalement entre 2,00 et 3,00 m.

Elle passera à une largeur de chaussée de 6 m décomposée de la façon suivante :

- Deux voies bidirectionnelle de 3.00 m.
- Deux bandes multifonctionnelles de 1,50m seront réalisées de part et d'autre de la chaussée.

L'aménagement est envisagé sur une longueur totale de 5 000 m.



Le projet de sécurisation consiste en la réalisation de deux bandes multifonctionnelles de 1,50m. La bande multifonctionnelle permet des possibilités d'évitement et de récupération. Elle sécurise également le déplacement des usagers sensibles (cyclistes, piétons, ...). Enfin, elle peut éviter à des tracteurs de bloquer la voie et de faciliter la fluidité du trafic.

Compte tenu de l'efficacité démontrée sur différents sites au niveau national, et même départemental (réduction entre 25 à 40% du nombre d'accident sur les aménagements déjà réalisés dans le département de la Manche), le traitement des accotements par des bandes multifonctionnelles est à privilégier.

Suivant la délibération CD.2019-12-06.3-1 « Priorisation des programmes pluriannuels d'investissement routier - Aménagement de bandes multi-fonctions - BMF », l'itinéraire de la RD 2 entre Coutances et Lessay fait partie des axes retenus comme prioritaires pour être équipés et sécurisés.



➤ Relevé des accidents

À partir des éléments fournis par le Service Entretien et Sécurité des Routes (S.E.S.R), sur la période 2010-2022, on recense sur la RD 2.

- Le bilan de l'accidentologie dénombre 19 accidents sur l'ensemble de l'itinéraire. Ces accidents ont engendré 4 tués, 22 blessés hospitalisés et 6 blessés non hospitalisés.

⇒ Contexte socio-économique

La RD 2 demeure un axe de transit structurant dans le secteur centre du département, permettant ainsi de relier l'agglomération Coutances et Lessay. La section 2 des travaux de la RD 2 traverse les communes Gouville-sur-Mer, Muneville-le-Bingard, Pirou et La Feuillie.

Aujourd'hui, le trafic moyen journalier annuel (TMJA) sur la RD2 est de 6 846 véhicules par jour, dont 5.1 % de poids lourds.

⇒ Contexte foncier

Le département de la Manche est propriétaire des parcelles de l'aménagement.

❖ Enjeux environnementaux

⇒ ZNIEFF

Le site est classé dans les 2 zones naturelles suivantes :

- Landes boisées de la Feuillie (Identifiant national : 250020016)
ZNIEFF Continentale de type 1
- Landes de Lessay et vallée de l'Ay (Identifiant national : 250006484)

- (ZNIEFF Continentale de type 2)

Les travaux dans les zones ZNIEFF sont limités à la plateforme routière actuelle.

⇒ Natura 2000

Le site est inclus dans une Zone Spéciale de Conservation (ZSC) suivant :

FR2500081 - Havre de Saint-Germain-sur-Ay et landes de Lessay

Le projet se trouve dans une zone d'habitat de type paysages des Landes de Lessay, souvent dominés par les boisements de pins maritimes, de bruyère cendrée, de tourbières, de végétations aquatiques et amphibies bien particulières des mares et fossés. Toutefois, la zone du projet a un impact très réduit sur cet habitat au regard de la superficie globale (voir plans dans le chapitre « démarche ERC »). En ce sens, le projet se veut conforme aux engagements et objectifs fixés par le DOCOB. Les travaux dans la zone natura 2000 sont limités à la plateforme routière actuelle.

⇒ Dossier Loi sur l'eau (DLE)

Les travaux de sécurisation ne nécessitent pas de déclaration au titre des articles L214-1 à L214-11 du code de l'environnement.

⇒ Schéma Régional de Cohérence écologique (SRCE)

Le projet ne s'inscrit pas dans les objectifs du SRCE Normandie validé en 2014 et modifié en 2015.

⇒ SDAGE et SAGE

Les communes de Gouville-sur-Mer, Muneville-le-Bingard, Pirou et La Feuillie sont en dehors du périmètre de protection du captage public d'eau destinée à la consommation humaine, situé sur la commune de Saint-Sauveur-Lendelin, au lieu-dit « Le Grand Moulin », dans la rivière la Taute.

De plus, il n'y a pas de faune ou de flore protégée dans la zone proche du projet.

❖ La démarche ERC

La démarche ERC est prise en compte depuis la conception et l'organisation du chantier. Ci-après sont présentées les grandes lignes de cette démarche :

⇒ Eviter (E) :

95% des travaux sont réalisés à partir de la plateforme routière :

- Les terrassements des poutres latérales,
- Le terrassement de la voie parallèle « Le Haut Bingard »,
- L'aménagement des chicane d'entrée et de sortie « Le Haut Bingard »
- Réaménagement d'un carrefour type tourne-à-gauche

⇒ Réduire (R) :

Les terrassements de la voie parallèle représentent une surface estimée à 850 m². La zone d'influence du projet est peu significative au regard de l'environnement. Par ailleurs, le planning d'intervention sera réduit dans le temps à 6 mois.

⇒Compenser (C) :

La nouvelle géométrie des fossés en noue type cunette uniquement au sud « Le Haut Bingard » ne touche pas un corridor écologique (faune et flore) et améliore l'imprégnation dans le sol des eaux de la plateforme routière.

❖Conclusion

- Compte-tenu des enjeux limités du projet,

- Compte-tenu de l'analyse de la démarche ERC qui montre peu d'effet,

Le maître-d'ouvrage (le département de la Manche) estime que le dossier n'a pas lieu d'être soumis à une évaluation environnementale.